

Colette Castagnoli (Zeru Frazu) et la crise des déchets : "il y a eu une prise de conscience citoyenne"

Rédigé par Charles Monti le Mardi 6 Octobre 2015 à 14:22 | Modifié le Mercredi 7 Octobre 2015 - 01:10

Le collectif "Zeru Frazu" - zéro déchet, zéro gaspillage - né dans le sillage de la grave crise de la gestion des déchets dont nous sommes pas encore sortis, a repris son bâton de pèlerin pour porter la bonne parole de la réduction des déchets à la source. Mardi matin le collectif s'est réuni à l'Hôtel Alivi, à Pietranera, pour faire le point sur les derniers développements. Le sentiment de Colette Castagnoli, porte-parole du collectif, qui s'est exprimée aux côtés de Dominique Loye du collectif corse contre l'incinération, Pierre-Laurent Santelli du Poulpe, Magali Gozzi de l'associu par l'Arena et Jean-François Bernardini de l'AFC Umani



- Votre constat au lendemain de la crise des déchets ?

- Elle a débouché sur des avancées. Il y a eu des engagements et de la recherche de solutions pour parvenir à la réduction des déchets. Il y a des méthodes. Elles existent ailleurs. C'est tout le sens de la démarche citoyenne que nous avons engagée qui consiste à faire passer le message du "on peut faire autrement". Aujourd'hui tous les acteurs du traitement des déchets semblent être informés de ce qu'il faut faire. Ils annoncent qu'ils vont mettre en place des solutions. Mais , aujourd'hui, il y a urgence. Les centres d'enfouissement continuent de se remplir. L'été a apporté son supplément de déchets. On ne pourra pas continuer indéfiniment comme ça... Il faut attaquer le problème par des mesures concrètes le plus tôt possible.

- Lesquelles ?

- Le tri tel qu'on le préconise avec quelques bornes ça touche seulement quelques personnes qui sont volontaires. Dans ces conditions les autres ont tendance à tout mettre dans leurs sacs gris et ne veulent plus entendre parler de "poubelle"... La méthode de "Zeru Frazu" est d'alléger la poubelle par tous les moyens. Il s'agit d'aller collecter au plus près des gens, à partir de sachets remplis et transparents où se sera effectué le tri. Avec ça l'importance du recyclage va augmenter. Il faut aussi tenir compte du fait que dans nos poubelles il y a 30% de nos matières organiques qui peuvent retourner à la terre par un traitement biologique : c'est le cycle naturel des déchets. La prise conscience consiste à les détourner en amont à la maison pour ensuite soit les envoyer dans son composteur au fond du jardin, soit dans un habitat groupé avec des solutions de proximité faciles à organiser et qui fonctionnent parfaitement ailleurs. Pour habituer les gens à ces pratiques vertueuses, le tout doit être assorti d'une tarification qui prendra en compte la diminution de leurs déchets résiduels. Tous ceux qui ont écarté en amont la matière organique et les déchets recyclables constatent qu'il ne reste plus rien à enfouir... C'est toute la démarche de "Zéro déchet".

- Il y a encore beaucoup à faire pour y parvenir ?

- Il y a 9 ans on nous a dit " on ne va pas faire l'incinérateur, on va faire les choses bien". Mais on n'a rien fait.

Et si on continue à ne rien faire, on peut toujours dire qu'on est loin. Nous ce que nous attendons c'est la mise en pratique des actions qui sont annoncées. On ne peut continuer comme ça : c'est à l'inverse de l'histoire de la gestion des déchets. Les lois sont là pour nous donner les bonnes directions, les associations citoyennes luttent partout dans le monde luttent dans le même sens. Nous, c'est ce que nous voulons.

- Aujourd'hui on envisage encore d'exporter les déchets de Corse s'il n'y a pas de solutions rapides ?

- Cela peut être provisoire, mais seulement le temps de trouver rapidement la bonne manière de réduire les déchets. Mais on ne peut pas imaginer que cela pourrait se prolonger, c'est irresponsable et cela va entraîner des coûts faramineux. Ajaccio l'a fait un temps ensuite des solutions ont été trouvées. Il faut trouver des solutions localement. Il faut être un peu plus responsables.

- La CAB veut lancer, rapidement, le tri sélectif ?

- Si les grandes et petites collectivités se mettent en ordre de marche pour prendre toutes les mesures pour réduire les déchets on n'aura pas besoin de les exporter. On va prolonger la vie des centres d'enfouissement, on va réduire les nuisances dues des déchets qui fermentent, on va redevenir autonomes : c'est le but.

- Les collectivités sont sensibles à votre message ?

- Elles reprennent ce que nous avons demandé, cela peut paraître incroyable mais... Peut-être il y a t-il une prise de conscience de leur côté. Nous pensons, quant à nous, qu'avec l'afflux de la population il faut éduquer, alphabétiser, mettre tout un accompagnement à mettre en place pour amener la Corse dans la bonne direction. C'est pas la fausse piste de dire "on continue à tout jeter même chez les autres": cela est complètement irresponsable.

- Et la population vous entend-elle ?

- Je pense qu'à travers cette période de crise, il y a eu une prise de conscience citoyenne. Les gens n'ont plus envie de faire n'importe quoi aujourd'hui. Il n'y a qu'une frange de personnes qui ne veut pas faire d'efforts. Il y a des progrès qui sont constatés partout. Pourquoi ne serions-nous pas capables d'en faire autant ?

- Pourquoi la Corse a-t-elle pris ce retard ?

- Peut-être parce qu'il n'y a pas eu les personnes politiques au bon moment pour mettre en place d'autres solutions. Mais il n'est pas trop tard. Là on voit les erreurs qui ont été commises à certains endroits. Ainsi on a pensé qu'il y avait des techniques industrielles merveilleuses qui allaient faire le travail à notre place. Non. La solution de la stratégie de "Zéro déchet" c'est le travail effectué, en amont par les citoyens, de manière à réduire l'impact de la facture pour eux. Dans ces conditions, c'est mieux traité, c'est moins cher pour eux. Et c'est tout le territoire qui en bénéficie. Et l'image de la Corse avec.

Jean-François Bernardini : " Comme des puits de pétrole à l'envers"

Jean-François Bernardini, des Muvrini, a été un peu l'animateur de la conférence de presse qui a lancé le débat mardi matin à Pietranera.

En citant les exemples des centres d'enfouissement de Corse dont personne ne veut plus ni " à *Prunelli*, ni à *Viggianellu*, ni ailleurs" et qui font débat aujourd'hui Jean-François Bernardini a stigmatisé l'état dans lesquels ils étaient : "Ce sont des dépotoirs de déchets en vrac, non triés, mélangés : plus on les remplit plus on s'enrichi, c'est comme un puits de pétrole à l'envers."

"Plus on enfouit, plus on s'enrichi. Et ça marche" a t-il encore dénoncé non sans évoquer Prunelli "où les habitants vous disent : "un matin sur deux on ne peut pas respirer" ou bien "ici les poubelles sont plus hautes que les arbres" et aussi "nos maisons ne valent plus rien", ou encore "et demain, l'eau potable on va la chercher où?"

"Aujourd'hui les Corses ne veulent plus de ces sites d'enfouissement là. Quand on dit cela on leur rétorque : alors vous n'êtes pas content... Si je voulais caricaturer j'évoquerais la posture du pédophile qui dit "mais c'est le petit est perturbé..."

La situation a changé aujourd'hui. On va, semble t-il vers un consensus. Il y a un protocole qui nous fait sortir de la pensée de bois : enfouir, enfouir.

"On a tous intérêt à sortir de cette ingénierie. Mais il faut demeurer vigilant car on peut être bon à l'oral et mauvais à l'écrit !"